

SAID SADI DANS UNE LETTRE OUVERTE À OULD KABLIA

«Démissionnez !»

Le coup est porté sec, d'une plume qui, telle une flèche décochée à bout touchant, fait mal. Saïd Sadi, président du RCD et député élu dans la circonscription d'Alger, tresse, avec doigté, un collier d'épines pointues au ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, le rendant coupable, après le mensonge d'Etat, de crime d'Etat. Démissionnez ! Lui assène-t-il dans une sentence sans appel.

Sofiane Aït-Ifilis - Alger (Le Soir) - Saïd Sadi, qui avait déjà maille à partir avec le ministre de l'Intérieur, Daho Ould-Kablia, est revenu à la charge ce mardi 1^{er} février, après les saccages orchestrés dans la ville de Beni-Abbès et la destitution illégale et autoritaire par le chef de daïra du maire, élu RCD. Le président du RCD série un chapelet de décisions similaires dont l'administration s'est rendue coupable au fil des années, toutes touchant des élus et des cadres du parti. C'est ce que les juristes pourraient appeler plaiderie avec présentation de pièces à conviction qui évacuent toute circonstance atténuante. La sentence : «La dignité comme la démission – la première ayant souvent inspiré la seconde, notamment en politique – ont toujours existé. Il faut croire que ni l'une ni l'autre n'a, jusque-là, croisé votre existence. C'est un peu dommage pour un homme de votre âge. Même ceux qui consentaient à vous plaindre par certains aspects auraient de la peine à atténuer ou nier votre culpabilité. En faisant saccager Beni-Abbès, pour neutraliser un édile qui a refusé de trahir ses engagements et de se laisser corrompre, vous avez commis l'innommable : délivrer aux autres élus un message qui sanctifie la prédation et insulte l'espérance», écrit Saïd Sadi, poursuivant «vous avez abusé du mensonge au nom de l'Etat, vous venez de vous enfoncer dans un crime d'Etat. Il faudra assumer». Sadi, qui use, quand nécessité et obligation militante l'exigent, d'un verbe corrosif, ne tient pas en mire Ould-Kablia pour le seul ministre de l'Intérieur qu'il est mais élargit la portée de l'estocade pour atteindre le régime et le système politique que ce dernier incarne. «Votre système a mutilé politiquement et moralement l'Algérie ; il a dévasté notre potentiel écono-

mique, désespéré notre jeunesse, tribalisé l'Etat, humilié la Nation, trahi Novembre et la Soummam... tout cela ne vous suffisant pas, il vous faut susciter et entretenir la guerre entre les régions et les populations pour assurer votre survie.» Par cela, le président du RCD conclut un réquisitoire élaboré contre Daho Ould-Kablia qui a interdit la marche du 22 janvier dernier mais qui s'est aussi, après coup, fendu de commentaires tentant de présenter la marche en question comme manifestation d'essence et d'ancrage kabyles.

«Quand vous affirmez que la marche du 22 janvier ne concernait que les citoyens de Kabylie, vous mentez. En plus des 20 000 policiers appelés en renfort au centre-ville et qui interdisaient tout regroupement de plus de 10 personnes, vous avez bloqué le réseau routier menant vers la capitale à Khemis Miliana, Mouzaïa, Blida, Lakhdaria et aux Issers. Vous avez, en plus, ordonné l'arrêt de tous les trains en direction d'Alger, qu'ils viennent de l'est, du sud ou de l'ouest. Mais pour ce qui vous concerne, les Algériens se sont fait une raison et admettent que le mensonge, une seconde nature, n'est pas forcément ce qui vous accablerait le plus. Le pire est ce que suggère votre perfidie : la mobilisation des manifestants de Kabylie, "sous-citoyens" définitifs, constituerait en soi un danger et donc, pour vous, un motif supplémentaire, sinon essentiel, pour interdire et réprimer la marche. Autant dire que vos chefs de daïra ne font que traduire fidèlement, dans les institutions de la République, le fiel que vous avez toujours distillé.»

Beni-Abbès, la provocation de trop

La commune de Beni-Abbès, dans la wilaya de Béchar, a vécu le



Saïd Sadi.

Photo : Samir Sid.

30 janvier dernier des scènes de saccages, des suites d'une altercation entre jeunes du Polisario et des lycéens de la localité. Saïd Sadi accuse le chef de daïra, s'appuyant sur des familles des ex-candidats FLN, d'être l'instigateur de ces saccages. «Ce 30 janvier, suite à une altercation survenue entre des jeunes du Polisario et des lycéens de Beni-Abbès, le P/APC s'est aussitôt rendu sur les lieux pour calmer les esprits. Saisissant au vol l'incident, le chef de daïra instruit une vingtaine d'individus pour organiser un saccage de la ville après avoir fait déployer des services de sécurité autour de ses bureaux, laissant le siège de l'APC sans protection pendant qu'une poignée de nervis accomplissaient sa sombre besogne. Parmi ces casseurs, la majorité est issue des familles des ex-candidats du FLN, certains sont des indicateurs des services de sécurité», dénonce Saïd Sadi, ajoutant que «comme pour bien exécuter au plus vite un scénario préparé de longue date, le même chef de daïra convoque dans la soirée l'Assemblée communale et procède, en violation du code communal, à la destitution du P/APC. Cette précipitation et cet outrage infligés à l'administration contrastent avec le laxisme dont fait régulièrement preuve votre ministère face à des P/APC pris en flagrant

délit de corruption, effectivement désavoués par leurs pairs et qui, grâce à votre caution, continuent, eux, de sévir en toute impunité.»

Poursuivant son accusation, Saïd Sadi enchaîne avec l'énumération d'autres situations où l'administration a joué d'illégalité et d'autorité pour brimer les élus et cadres du RCD. C'était le cas, rappelle Saïd Sadi, à Tébessa, plus précisément dans la commune de Boukhara, qui portera à jamais l'immolation de Mohcine Bouterfif, un militant du RCD, comme balafre hideuse. «Autre exploit de votre département : en 2007, le chef de daïra d'El Aouinet (Tébessa) avait imposé un P/APC par la fraude électorale dans la commune de Boukhara, gagnée par le RCD. Cette manipulation des urnes sera, trois années plus tard, à l'origine de l'acte désespéré de Mohcine Bouterfif, militant du RCD, qui fut le premier jeune Algérien à s'être immolé à l'âge de 27 ans avant de décéder suite à ses blessures le 24 janvier 2011. L'observateur du RCD, qui refusait de quitter le bureau de vote au moment de la rédaction du P-V fut évacué dans le coma ! Ayant eu plus de chance que Mohcine, il a survécu au traumatisme crânien provoqué par l'agression commanditée par votre subordonné. La plainte déposée fut naturellement classée sans suite. Ce chef de daïra avait décl-

ré en public le jour même du vote, qu'un parti politique de l'opposition, qui plus est, est dirigé par un Kabyle, ne présidera jamais une commune dans la wilaya de Tébessa ! Ce propos tenu par un commis de l'Etat ne sera pas désavoué et encore moins sanctionné. Et pour cause. Sectaire et discriminatoire, il fait fidèlement écho à votre politique», accuse-il, non sans rappeler aussi qu'en 2009, des élus APW et APC du RCD de Tamanrasset et de Chlef, accompagnant la dénonciation du viol de la Constitution ayant précédé la présidentielle, sont enlevés, menacés et, pour certains, brutalisés en pleine campagne électorale, période pendant laquelle l'opposition était interdite de parole.

Ces élus tiennent grâce à leur courage et au soutien de leur parti. Combien d'autres élus dévoués, de fonctionnaires compétents, de magistrats intègres ou d'officiers de police valeureux ont été brisés pour avoir voulu échapper à l'emprise de vos clans en honorant leur mission dans le cadre de la loi ? Combien de citoyens anonymes ont été broyés par votre administration pour avoir revendiqué leurs droits ?»

Des jeunes manipulés pour casser du marcheur

Saïd Sadi, qui a eu déjà à dénoncer les comités de veille mis en place par l'UGTA dans les entreprises publiques, accuse aussi le département d'Ould-Kablia de manipuler des jeunes pris dans les quartiers populaires pour chahuter la marche du 12 février prochain. «Il y a deux jours, toujours enlgué dans votre stratégie de la provocation, vous faites interpellé plusieurs dizaines de jeunes désœuvrés des quartiers populaires d'Alger qui sont les premières victimes de votre gestion. Ils sont à ce jour détenus par vos officines qui essaient de les initier aux infiltrations prévues par l'UGTA contre la manifestation du 22 janvier, afin de tenter une nouvelle incursion contre "les ennemis de la nation" le 12 février.»

S. A. I.

AHMED BENBITOUR :

«Un manifeste pour une Algérie nouvelle»

L'ancien chef du gouvernement Ahmed Benbitour lance «un manifeste pour une Algérie nouvelle», une initiative politique qu'il explique longuement dans un communiqué rendu public hier mardi.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Les récentes expériences algérienne, tunisienne et égyptienne démontrent l'urgente nécessité de construire un interlocuteur valable face à un pouvoir aux abois et une jeunesse décidée à arracher sa liberté, y compris par la violence», estimera, d'emblée, Benbitour. «Ce qui prime, aujourd'hui, c'est une prise de conscience collective de la menace sur l'avenir de l'Etat et de la nation.»

Pour ce faire, l'ancien chef du gouvernement de décembre 1999 à août 2000 propose tout un programme et un calendrier politique pour une transition vers «une nouvelle république». Il écrit que «le calendrier politique de transition et de sauvegarde permettra l'avènement du nouveau système de gouvernance et la mise en place des institu-

tions de transition chargées de l'élaboration d'une nouvelle constitution démocratique et de l'organisation d'élections présidentielles et législatives anticipées». Pour cela, Benbitour propose la mise en place, d'abord, «d'un gouvernement de sauvegarde et de transition composé d'une équipe compétente, représentative des différents courants de la société (et qui) mettra en œuvre un programme économique et social très clair de protection de nos richesses et de prise en charge des besoins les plus pressants de la population». A côté de ce gouvernement, l'ancien chef du gouvernement propose la mise en place d'une autre structure, qu'il appelle «une équipe de sauvegarde de la nation». Sans de plus amples précisions, Benbitour définit cette «institution» comme suit : «En nombre restreint (sa composante, ndlr) mais représentative des différents courants dans la société (et qui) élaborera le programme politique de transition et de sauvegarde, y compris la rédaction de la nouvelle constitution.» L'initiateur invite, ensuite, «toutes les institutions répu-



Ahmed Benbitour.

Photo : Samir Sid.

blicaines, notamment l'armée, la police et la gendarmerie (...) à ne plus permettre le

maintien d'un illusoire statu quo, rejeté légitimement et unanimement par notre peuple. Au contraire, elles doivent contribuer, avec l'ensemble des acteurs politiques, économiques, intellectuels ainsi que les médias à un engagement irréversible du pays dans une transition démocratique, qui, à chaque avancée de la société civile, permettra aux institutions républicaines de réoccuper leur espace naturel et constitutionnel». Dépourvu d'une structure politique propre, Benbitour a-t-il les moyens de concrétiser son initiative ? Le capital sympathie dont il jouit depuis la mémorable «brouille» qu'il a eue avec Bouteflika en août 2000, suffira-t-il à lui assurer l'adhésion massive qu'il escompte ? Il lance, en tout cas, un appel public sans exclusive : «Manifestez-vous dès à présent individuellement ou en groupes en tant que forces du changement en contactant l'adresse électronique suivante (WWW.adhesion@cice-dz.net) et en créant ou rejoignant des cercles d'initiative citoyenne qui porteront nos revendications.»

K. A.